

La place fluctuante du Pacifique insulaire dans les grandes stratégies contemporaines



Noémie Verhille | 8 juillet 2026 | ARTICLES



Bien qu'il s'agisse de conceptions concurrentes, l'initiative des Nouvelles Routes de la soie, ou Belt and Road Initiative (BRI), lancée en 2013, et les stratégies indo-pacifiques qui se multiplient depuis la fin des années 2010 ont le défaut commun d'intégrer difficilement le Pacifique insulaire (Micronésie, Mélanésie, Polynésie), en n'attribuant pas de rôle clairement défini aux États insulaires ni aux institutions régionales.

En réponse à l'affirmation de ces grandes stratégies, théorisées depuis l'extérieur de la région et non inclusives pour les pays et territoires insulaires du Pacifique (*Pacific island countries and territories*, PICT), ces derniers ont développé [leurs propres constructions narratives](#), notamment à travers les concepts du « [Pacifique bleu](#) », qui émerge dès 2017, puis de l'« [océan de paix](#) » [depuis 2025](#). Dans un discours prononcé à Sydney en août 2018, le Premier ministre samoan, Tuilaepa Sailele Malielegaoi, a ainsi présenté le récit stratégique du Pacifique bleu comme une forme de reconnaissance du Pacifique en tant que région connectée et stratégique, au cœur d'un environnement géopolitique de plus en plus polarisé entre les influences occidentale et chinoise. Signalant la perplexité avec laquelle les États insulaires ont accueilli l'émergence de conceptions associant les océans Indien et Pacifique, regroupés au sein d'une même stratégie, le Premier ministre samoan a rappelé que ces États y voient un risque réel que « [l'Indo soit privilégié au Pacifique](#) ».

À l'inverse, malgré des [réserves exprimées](#), notamment en raison du risque d'endettement, l'initiative BRI a reçu, depuis son lancement, un accueil favorable de la part de la majorité des institutions et des États du Pacifique insulaire. Il n'est donc pas étonnant de constater que dès la seconde moitié des années 2010, [la Papouasie-Nouvelle-Guinée](#) (PNG), [Niue](#), [Tonga](#) ou encore [Samoa](#) ont décidé d'approfondir leur coopération avec la République populaire de Chine (RPC) et d'afficher leur soutien à l'initiative mise en œuvre par cette dernière. Néanmoins, la tournée du ministre des Affaires étrangères de la RPC, Wang Yi, en mai 2022, a mis en évidence certaines réticences. Ces États, en faisant bloc, [ont refusé](#) de signer le « Plan d'action quinquennal Chine-pays du Pacifique pour le développement ». Ils ont ainsi manifesté leurs interrogations à l'égard d'une politique chinoise pressée appelant à la construction rapide de partenariats régionaux, mais ne prenant pas suffisamment en compte les

besoins de la région, notamment en matière de développement, et [reléguant au second plan](#) l'importance – pourtant essentielle – du consensus régional dans le Pacifique insulaire.

Cet article souligne que les grandes initiatives chinoises et les stratégies indo-pacifiques, qui se nourrissent pourtant les unes des autres, connaissent une évolution très différente à l'échelle régionale. En mettant en évidence l'investissement tardif de la part des autorités chinoises, puis le recalibrage opéré par la RPC dans la région ces dernières années par le biais d'une adaptation stratégique et discursive, il sera souligné que l'écart se creuse désormais face à des stratégies indo-pacifiques demeurant peu fédératrices dans le Pacifique insulaire.

Les conséquences de la multiplication de grandes stratégies exogènes impliquant le Pacifique insulaire

Des Nouvelles Routes de la soie longtemps excluantes

Les échanges entre la Chine et le Pacifique n'ont rien de nouveau. Des [circulations humaines](#) et marchandes existaient déjà entre les archipels du Pacifique et la Chine impériale au milieu du XIX^e siècle et ont permis l'établissement de communautés chinoises disséminées à travers la région. De même, la coopération RPC-Pacifique n'est pas récente. Celle-ci se [développe dès les années 1980](#), lorsque le gouvernement chinois étend son réseau diplomatique et [consolide ses liens](#) avec les États de la région qui accèdent progressivement à l'indépendance à partir des années 1960. En parallèle, la RPC devient graduellement un partenaire de dialogue des institutions régionales, comme c'est le cas pour le Forum des îles du Pacifique (FIP) depuis 1990.

Néanmoins, ce n'est qu'au tournant des années 2000 qu'un premier approfondissement de la coopération entre la RPC et la région est perceptible et qu'une approche de plus en plus multilatérale de la part des autorités chinoises s'y dessine. Ce phénomène est notamment visible [à travers la création](#), en 2000, du Fonds de coopération Chine-FIP, ainsi que celle, en 2006, du Forum de développement et de coopération économique entre la RPC et les pays du Pacifique insulaire.

Malgré ces rapprochements, au moment du lancement de l'initiative BRI en 2013, les communiqués et documents officiels publiés par le gouvernement chinois se cantonnent à de brèves mentions du Pacifique, présenté comme un simple axe maritime. À cette date, il semble en effet difficile pour le Pacifique insulaire de soutenir la comparaison face à la renaissance de corridors terrestres et maritimes, reliés entre eux par des ports et des lignes terrestres hérités des routes ancestrales, mais dont le tracé, révisité en fonction des besoins de la RPC, notamment énergétiques et commerciaux, donne une importance particulière à d'autres continents et régions, tels que l'Afrique, l'Asie du Sud-Est ou l'Amérique du Sud. Rappelons par ailleurs qu'au moment de son lancement, l'un des principaux objectifs de la BRI est [de sécuriser les approvisionnements en matières premières de la RPC](#) et notamment d'offrir une alternative au détroit de Malacca, [par lequel transite, à cette période, l'essentiel des approvisionnements chinois en pétrole](#).

Plus de 10 ans après son lancement, l'initiative BRI est désormais un projet dont beaucoup de pays ont bénéficié. Toutefois, il semble qu'il faille considérer l'intégration des États insulaires et des institutions du Pacifique au sein de cette initiative comme un phénomène récent. Nonobstant le fait que l'initiative suscite un réel intérêt de la part de nombreux PICT dès son lancement, et ce, malgré les craintes suscitées par le risque d'endettement, il faut attendre la fin des années 2010 pour constater une [réelle accélération](#) des échanges diplomatiques et un nouveau tournant dans la coopération Chine-Pacifique. Un décalage qui s'explique par le fait que la publication de la « [Vision for Maritime Cooperation under the Belt and Road Initiative](#) », qui corrige cette exclusion et intègre la région dans l'initiative en évoquant pour la première fois les « efforts nécessaires à la construction du Blue Economic Passage of China-Oceania-South Pacific », n'intervient qu'en 2017. En réponse à cette première intégration, on constate d'ailleurs que, pour la seule année 2018, [Fidji](#), mais aussi [Samoa](#), [les États fédérés de Micronésie](#) (FSM), la [PNG](#), les [îles Cook](#), [Niue](#), [Vanuatu](#), ou encore [le royaume des Tonga](#) signent avec la Chine populaire un mémorandum d'entente (MoU) sur la coopération dans le cadre de l'initiative BRI.

Les stratégies indo-pacifiques, ou l'Indo sans le Pacifique ?

La montée en importance du Pacifique [en tant qu'espace d'entrecroisement des intérêts stratégiques contemporains](#) a favorisé l'émergence de politiques dédiées aux PICT durant la seconde moitié des années 2010. Citons, par exemple, la politique du « [Pacific Uplift](#) » lancée en 2019 par le Royaume-Uni, mais aussi la politique néo-zélandaise du « [Pacific Reset](#) », ainsi que celle du [Pacific Step-up](#) australien, développées dès 2018. Or, c'est à partir de cette période qu'un grand nombre de pays, pour la plupart non océaniques, étayaient d'ambitieux concepts qui conduiront au développement de différentes stratégies indo-pacifiques. Pourtant, force est de constater qu'à l'heure actuelle, la « part Pacifique » de ces stratégies implique les PICT et leurs institutions régionales dans la théorie, mais pas dans les faits.

L'absence de rôle dédié, mis à part dans le cas de l'outre-mer français, atteste en effet d'une contribution limitée et peu définie des PICT, qui justifie en partie leur hésitation à s'investir dans des stratégies impliquant la région, mais pas ses acteurs. Un reproche assez similaire a d'ailleurs été formulé par les États insulaires de l'océan Indien, [eux aussi sceptiques](#) face à des pays promoteurs de l'Indo-Pacifique qui n'accordent ni la même importance ni la même place à l'océan Indien d'une stratégie à l'autre.

Ainsi, en y regardant de plus près, on constate que lorsqu'il est fait référence à la part Pacifique de ces stratégies, il n'est pas réellement question du Pacifique insulaire, mais surtout de deux pays océaniques – l'Australie et la Nouvelle-Zélande – et de leurs rôles en tant que puissances motrices dans la région. Si l'on prend l'exemple du rapport publié en 2019 par le Département d'État américain, on remarque que l'appel à l'émergence d'un « [Indo-Pacifique libre et ouvert](#) » implique avant tout une projection indo-pacifique conceptualisée, pour sa part Pacifique, à partir de l'Australie. Ce pays y est présenté comme un allié précieux, notamment pour la sécurité maritime, la cybersécurité et la protection des ressources dans l'océan Pacifique. Toutefois, [comme l'a souligné Cristelle Pratt](#), l'ancienne secrétaire générale adjointe du FIP, en mars 2019, les seules mentions des PICT se focalisent sur l'aide reçue et les défis auxquels ils sont confrontés, tout en présentant les États insulaires comme fragiles en raison de leur vulnérabilité aux aléas climatiques. On peut donc s'interroger sur le fait que les *white papers* américains laissent en blanc le rôle des acteurs insulaires dans la stratégie exposée. De même, la [note d'information de février 2024](#), diffusée à l'occasion de l'anniversaire de la publication de la stratégie américaine, n'apporte pas d'améliorations substantielles. D'autant que le rôle de la Micronésie, où se trouvent pourtant plusieurs territoires américains (Guam, îles Mariannes du Nord) et États librement-associés aux États-Unis (îles Marshall, FSM, Palaos), n'y est pas non plus explicité.

Bien entendu, les États-Unis ne sont pas les seuls concernés. Signalons par exemple que la stratégie « [pour une région indo-pacifique libre, paisible et prospère](#) », initiée en 2022 par la Corée du Sud sous l'administration de Yoon Suk-yeol, se cantonne à quelques références aux PICT et fait la part belle à l'Australie et à la Nouvelle-Zélande en tant que partenaires économiques. Elle limite les PICT à la lutte contre le changement climatique, sans préciser, là encore, leur rôle au sein de la stratégie énoncée.

De même, dans le cas des stratégies indo-pacifiques française et japonaise, on constate que les différences avec les stratégies américaine et coréenne n'enlèvent rien au phénomène d'invisibilisation dont ces acteurs font l'objet. [L'approche française](#) a certes l'avantage de s'intéresser à la région, mais se [focalise en grande partie](#) sur la mise en avant de ses territoires ultramarins afin d'en renforcer la légitimité régionale. La publication en juillet 2025 de [l'actualisation de la stratégie indo-pacifique française](#) semble aller encore plus loin dans la reconnaissance de la place occupée par ces territoires et suggère un [important recentrage](#) autour de la protection des intérêts français dans l'Indo-Pacifique. Par conséquent, aux yeux des acteurs régionaux, l'approche française, focalisée sur son outre-mer, a le défaut de se montrer aussi peu inclusive que les autres stratégies indo-pacifiques. À l'inverse, en publiant en 2023 [un nouveau plan pour un Indo-Pacifique « libre et ouvert »](#), qui souligne l'importance d'adopter une approche acceptable pour tous, axée sur l'inclusivité et l'ouverture, le gouvernement japonais manifeste sa volonté d'intégrer l'ensemble des acteurs de la région. Une vision renforcée par [sa réactualisation](#), publiée en mai 2026, qui place désormais le Pacifique insulaire parmi les zones prioritaires de la stratégie du Japon et met en avant plusieurs PICT, parmi lesquels Fidji, Tonga et les FSM.

Toutefois, rappelons que si la majorité des stratégies indo-pacifiques se sont focalisées sur les enjeux militaires et géostratégiques, sans tenir compte de la complexité à [conceptualiser une stratégie depuis l'extérieur de la zone concernée](#), la stratégie indo-pacifique de Bruxelles constitue une exception. En effet, plutôt que de céder à une tendance présentant la région comme un ensemble avant tout stratégique et omettant ses différences, Bruxelles, en publiant en 2021 sa « [Stratégie de l'Union européenne pour la coopération dans l'Indo-Pacifique](#) », appelait à la nécessaire prise en considération des dynamiques et spécificités sous-régionales. Cela laisse ainsi envisager qu'une attention plus importante pourrait être accordée aux PICT.

Un recalibrage stratégique récent de la Chine à l'égard de la région

L'important rattrapage de la coopération Chine-Pacifique insulaire depuis 2010

Depuis la fin des années 2010, on constate une réelle accélération de la coopération et des échanges diplomatiques [entre le gouvernement chinois et les différents acteurs du Pacifique](#). Citons par exemple la signature en 2019 à Nadi (Fidji) du « [Plan d'action 2020-2022 pour la coopération dans le domaine de l'agriculture](#) », ainsi que la création [en octobre 2021 du « Forum de dialogue RPC-ministres des Affaires étrangères du Pacifique »](#). Ainsi, selon la « Pacific Aid Map » du Lowy Institute, entre 2018 et 2023, la RPC aurait dépensé [1,5 milliard de dollars](#) en aide au développement dans la région. On observe également la création, ou l'approfondissement, de liens entre le gouvernement chinois et certains États insulaires. C'est notamment le cas des

îles Salomon qui, en 2019, [ont rompu](#) leurs relations diplomatiques avec Taïwan pour reconnaître officiellement la RPC et ont depuis largement développé leurs échanges avec la Chine populaire.

Cependant, l'accélération de la coopération entre la RPC et plusieurs pays de la région a entraîné un nombre croissant de critiques de la part de certains partenaires régionaux – États-Unis, France, Australie notamment – qui perçoivent d'un œil méfiant le renforcement de partenariats sécuritaires entre la RPC et certains PICT. Le gouvernement des îles Salomon [a signé en avril 2022 un accord de sécurité](#) et, depuis, le pays est fréquemment présenté comme un avant-poste stratégique de la RPC. Vanuatu peut aussi être mentionné, puisque l'approfondissement de ses liens avec la RPC ces dernières années, en particulier dans le domaine de la sécurité, est [au cœur de nombreuses tensions](#). L'annonce, en septembre 2025, par le gouvernement chinois, [d'un don de près de 360 000 euros d'équipements destinés à la police vanuataise](#) a d'ailleurs suscité une importante controverse. Il faut également rappeler que malgré son approfondissement, la coopération entre la RPC et les PICT demeure inégale d'un pays à l'autre. Selon le Lowy Institute, [75 % de l'aide accordée entre 2018 et 2023 par le gouvernement chinois s'est concentrée sur les États mélanésiens](#) (PNG, îles Salomon, Vanuatu, Fidji), dont 661 millions de dollars ont été affectés à la seule PNG.

Bien entendu, il est nécessaire de prendre du recul en rappelant que depuis la fin des années 2010, le gouvernement chinois a initié des rapprochements similaires avec d'autres acteurs insulaires. Dans l'océan Indien, la RPC a considérablement renforcé sa présence, en partie avec l'objectif d'y contrebalancer l'influence de l'Inde et des autres puissances promotrices de la stratégie indo-pacifique. On peut citer [l'exemple de l'approfondissement récent des liens entre la RPC et les Maldives](#), où les prêts et subventions accordés par Pékin ont permis la construction de plusieurs infrastructures, notamment le pont de l'amitié Chine-Maldives achevé en 2018, mais aussi la signature d'un accord d'assistance militaire en 2024. Un rapprochement est également perceptible avec l'île Maurice, qui a signé un [accord de libre-échange avec la RPC en janvier 2021](#), ainsi qu'avec Madagascar où, la même année, [un accord de coopération économique et technique](#) a été signé avec Pékin.

Néanmoins, depuis la déconvenue survenue à l'issue de la tournée diplomatique de Wang Yi en 2022, il semble que le gouvernement chinois tente d'ouvrir un nouveau dialogue en réorientant une partie de ses efforts afin de mieux répondre aux besoins et attentes de la région. Les autorités chinoises se sont par exemple engagées aux côtés des îles Salomon dans le secteur du développement rural par le biais du [Rural Sustainable Development Program](#), un projet lancé en 2023 par les autorités salomonaises afin d'améliorer les conditions de vie en zones rurales et de mieux répondre au défi de l'autosuffisance alimentaire. Une initiative comparable, visant à former des fermiers vanuatais aux nouvelles techniques de production agricole, a été lancée la même année entre le Vanuatu et la province du Jiangsu. [Ce partenariat a d'ailleurs été renforcé début 2026](#).

Un rattrapage appuyé sur le renouveau du soft power chinois dans le Pacifique insulaire

Que ce soit dans les domaines sanitaire, culturel ou éducatif, le gouvernement chinois se montre actif dans la région depuis la fin des années 1980. Dans le cas du Vanuatu, la signature d'un [accord de coopération en 1985](#) permet par exemple l'envoi d'une équipe médicale chinoise chargée de former les dentistes locaux et de dispenser des soins dentaires à l'hôpital de Santo. De même, ces vingt dernières années, la coopération sanitaire s'est largement renforcée entre les PICT et la RPC. Depuis les années 2000, la RPC envoie régulièrement des équipes médicales dispenser des soins dans les hôpitaux locaux, comme [aux FSM en 2009 et 2011](#). Le gouvernement chinois accorde également des prêts aux États insulaires afin de moderniser leurs structures médicales, voire des dons permettant la construction de nouveaux centres de santé. Citons le don de [2,95 millions de dollars accordé au gouvernement tongien en 2008](#), qui a permis la construction du Mu'a Health Centre et du Vaini Health Centre sur l'île Tongatapu. Les autorités chinoises se sont aussi associées aux différents partenaires de la région pour développer des programmes d'assistance sanitaire, dont le [projet de coopération sanitaire trilatéral RPC-PNG-Australie contre la malaria](#) signé conjointement en janvier 2016 et [étendu jusqu'à 2019](#). Bien entendu, ce phénomène est d'autant plus visible ces dernières années, [en particulier depuis la pandémie de la COVID-19](#). Entre 2019 et 2021, la RPC aurait dépensé [97,3 millions de dollars dans les PICT pour le secteur de la santé](#), dont [68,2 millions sous la forme de prêts](#) et [29,1 millions en dons](#). En attestent également les nombreux passages du navire-hôpital *Silk Road Ark* dans la région, dont le déploiement récent, en avril 2026, impliquait [une escale en PNG](#).

Dans le domaine culturel, l'influence chinoise est également croissante. Les signatures de MoU sur l'apprentissage du mandarin et l'éducation se multiplient depuis les années 2010. Ces protocoles d'accords constituent en effet un point d'entrée solide et [un outil efficace pour ancrer l'apprentissage et la diffusion du mandarin](#). Dans ce contexte, signalons que la signature d'un [MoU entre la RPC et la PNG en 2017](#) a permis l'ouverture d'instituts Confucius (IC) à l'Université technologique de Lae et à l'université de Goroka. On peut également mentionner la signature, [en janvier 2025, d'un MoU](#) entre la RPC et Fidji qui prévoit notamment le développement [d'un programme pilote d'apprentissage de la langue chinoise dans 20 écoles](#) du pays. Comme c'est le cas dans

d'autres régions, dans le Pacifique insulaire, l'apprentissage du mandarin est aussi encouragé par des [bourses d'études](#) et des [prix distribués](#) par le gouvernement chinois. Rappelons également que le rayonnement opéré par l'IC de l'université du Pacifique sud (USP) à Fidji ne doit pas être sous-estimé. Depuis son ouverture en 2011, [plusieurs antennes d'apprentissage](#), des classes Confucius (CC) et des classes en ligne ont été créées sur les nombreux campus de l'USP disséminés à travers la région.

Cependant, la diffusion du *soft power* chinois ne se limite pas au seul apprentissage linguistique ni même aux quelques IC et CC présents dans la région. [Le rôle de ces instituts, en tant que porte-étendards de la culture et de la langue chinoises](#), est bien connu, mais dans le Pacifique insulaire, où l'éclatement géographique pose parfois le problème de l'accès à ces institutions, d'autres outils sont employés. Fidji accueille depuis 2015 le seul Centre culturel de Chine du Pacifique insulaire. En PNG, la [Butuka Academy](#), ou « PNG and China Friendship School », une imposante institution financée par la RPC, qui accueille des élèves de l'école maternelle jusqu'au lycée, a ouvert à Port Moresby en 2018. Le gouvernement chinois se montre aussi particulièrement attentif aux activités mises en place par les associations des communautés chinoises locales. Les ambassadeurs en poste dans la région mettent ainsi systématiquement en avant les [fêtes traditionnelles](#), [célébrations](#) et autres activités culturelles menées par celles-ci (ateliers de calligraphie, cours de *tai chi*, etc.). De même, un important travail de fond est effectué par les associations d'amitié, promotrices de liens entre la RPC et le pays d'implantation. Pilotées à distance par l'Association chinoise pour les contacts amicaux internationaux (CAIFC), elles sont aujourd'hui présentes dans une grande partie de la région. Citons par exemple la [Micronesia-China Friendship Association](#) (MCFA) établie à Pohnpei (FSM) en 2011, ou encore la [Pacific China Friendship Association](#) (PCFA) fondée aux Tonga en 2016.

Un discours régional renouvelé

Depuis ces cinq dernières années, le gouvernement chinois multiplie les allusions soulignant l'insertion croissante des États insulaires dans sa politique globale. Le président Xi Jinping, lors de sa rencontre avec le Premier ministre fidjien Sitiveni Rabuka en août 2024, [a d'ailleurs déclaré](#) que dans son processus de globalisation des échanges, la Chine ne laisse de côté « aucun groupe ethnique ni aucune région ».

Cependant, l'une des principales évolutions tient aux changements opérés dans le discours officiel à l'égard des PICT. Au départ oubliés, ces derniers sont désormais présentés comme d'importants espaces d'interconnexion. Signalons par exemple qu'en juillet 2024, une déclaration conjointe entre les gouvernements chinois et vanuatais évoquait pour la première fois le « [corridor économique de Santo](#) », dépeint comme un espace essentiel au cœur des Nouvelles Routes de la soie.

En outre, le lancement par les autorités chinoises des initiatives globales [pour le développement \(GDI, 2021\)](#), [la sécurité \(GSI, 2022\)](#), [la civilisation \(GCI, 2023\)](#) et [la gouvernance \(GCI, 2025\)](#) suggère une approche complémentaire à l'initiative BRI, mais aussi un effort de coopération et d'intégration des « Suds globaux » que certains dirigeants, [comme l'ancien Premier ministre salomonais Manasseh Sogavare](#) en 2024, n'ont pas manqué de relever. Au cœur de cette démarche globale, on relève des références à l'intégration croissante du Pacifique insulaire, ainsi qu'à l'adhésion du gouvernement chinois au renouveau du régionalisme Pacifique opéré par le biais du [récit stratégique](#) du Pacifique bleu. De même, depuis la publication par le FIP en 2022 de la « [Stratégie 2050 pour le Continent bleu du Pacifique](#) », la RPC multiplie les allusions concernant les convergences d'intérêts entre les initiatives chinoises BRI et cette stratégie. En témoigne la [déclaration de son ambassade](#) à Port Moresby (PNG) à la suite du Forum Chine-Pacifique de juin 2025, qui rappelle l'adhésion du gouvernement chinois aux valeurs et priorités de la région, mais aussi la similitude de vues entre leurs politiques régionales.

En parallèle, une emphase croissante est mise sur l'existence de liens de parentés, ou à défaut, évoque certains PICT comme des « [frères ayant des points de vue similaires](#) » (« *good brothers with shared stances* ») ; soit en raison des liens diplomatiques développés ces cinquante dernières années, et qui font l'objet de mentions régulières dans la presse et *via* les canaux diplomatiques ; soit par le biais [des communautés chinoises, établies depuis plus d'un siècle dans les archipels du Pacifique](#), et auxquelles le gouvernement chinois tente aujourd'hui de se raccrocher à l'aide [des récits civilisationnels qu'il diffuse](#). Dans ce contexte, Fidji constitue un exemple intéressant car depuis ces dix dernières années, la communauté chinoise locale fait l'objet de nombreuses attentions de la part de l'ambassade de Chine à Suva. D'ailleurs, cette chancellerie a animé en octobre 2025 des célébrations dédiées aux « [170 ans de l'arrivée de la communauté chinoise à Fidji](#) », qualifiée de « pont » dans l'approfondissement des échanges économiques et culturels avec la RPC.

Des stratégies indo-pacifiques non fédératrices

En 2018, Wang Yi, alors conseiller d'État, a qualifié le concept « Indo-Pacifique » d'idée appelée à « [se dissiper comme l'écume de l'océan Indien et de l'océan Pacifique](#) ». On peut y voir une certaine forme d'ironie face au constat que la non-implication des États insulaires au cœur des stratégies indo-pacifiques engendrera, à long terme, d'importants problèmes structurels au sein de

celles-ci. Dans un article publié en 2023, Christian Lechervy appelait donc à la prudence face à la construction de stratégies qui s'appuient sur des partenaires clés (Australie, Inde, Japon, Indonésie), mais prennent le risque de « [modeler des politiques régionales avec à peine un peu plus de 5 % des nations riveraines des océans Indien et Pacifique](#) ». Il a par ailleurs signalé qu'aucun État promoteur de l'Indo-Pacifique n'avait jusqu'ici réussi à fédérer un bloc régional dont il serait le centre névralgique.

Or, en 2026, la situation semble avoir peu évolué. Jusqu'à présent, aucun des États promoteurs de la stratégie indo-pacifique n'a su tirer son épingle du jeu en proposant une approche associant durablement les États et institutions régionales du Pacifique insulaire, ou assurant un meilleur équilibre entre océans Pacifique et Indien. De même, une grande partie des échanges entre ces pays et la région reste cantonnée à un format bilatéral, ou à des formes de dialogue de type « *Pacific island countries + 1* », qui limitent leur portée.



Après avoir opéré un recalibrage de son action régionale, la Chine populaire adapte désormais son discours et son aide au développement dans le Pacifique insulaire, qu'elle instrumentalise au service de sa politique globale. Bien entendu, les PICT perçoivent clairement cette instrumentalisation, qui fait d'ailleurs l'objet de [critiques de plus en plus ouvertes de la part des populations et des élites locales](#). À l'inverse, les puissances indo-pacifiques peinent encore aujourd'hui à adapter leurs stratégies. D'autant que le retour au pouvoir de Donald Trump en janvier 2025 semble marquer un tournant dans l'approche américaine et une potentielle mise à distance des enjeux indo-pacifiques au profit d'un recentrage de l'attention américaine sur le Pacifique nord et la Micronésie. Mais aussi vers d'autres espaces tels que l'Amérique latine, les Caraïbes ou le Groenland.

Néanmoins, l'émergence d'un nouveau régionalisme Pacifique, porté par le « Pacifique bleu océan de paix », annonce le refus des PICT d'être invisibilisés et de laisser leur région être dirigée par des stratégies et des récits extérieurs à celle-ci. Par conséquent, l'examen de l'architecture régionale, ou « [Review of the Regional Architecture](#) » (RRA), initié en 2019 par le FIP, et qui se poursuit actuellement, envoie un message clair. Il atteste non seulement du recentrage de la région autour de ses intérêts, mais aussi d'un important basculement de la vision stratégique régionale, puisqu'un travail de classement des partenaires – [hiérarchisés selon leur alignement sur les priorités du Pacifique bleu](#) – est en cours. L'objectif est désormais limpide : les PICT et leurs institutions régionales entendent affermir leur contrôle sur les sujets qui touchent directement la région et exprimer clairement leur « [désir commun d'émancipation du Pacifique bleu](#) ».

Crédits photo : Norimoto

● — ●● — — ● ●● — ● — ● ●●

Noémie Verhille

Noémie Marques-Verhille ([@NoemieMarquesVerhille](#)) est docteure en histoire contemporaine et rattachée au laboratoire Les Afriques dans le monde (LAM, UMR 5115). Elle se spécialise en histoire des relations internationales, *Pacific Studies* et *Asian Studies*. Elle a soutenu en 2025 une thèse de doctorat à l'université Bordeaux-Montaigne sur la thématique de « La France face à l'acteur régional chinois dans le Pacifique insulaire de 1955 à nos jours ».

Comment citer cette publication

Noémie Verhille, « La place fluctuante du Pacifique insulaire dans les grandes stratégies contemporaines », *Le Rubicon*, vol. 6, 8 juillet 2026 [<https://lerubicon.org/la-place-fluctuante-du-pacifique-insulaire-dans-les-grandes-strategies-contemporaines/>].